

Activité 2

Compétences du référentiel :

Développer la présence en ligne de l'organisation

- Participer à la valorisation de l'image de l'organisation sur les médias numériques en tenant compte du cadre juridique et des enjeux économiques

Partie 1 :

1 - Plusieurs documents doivent figurer sur un site vitrine tel que :

En premier lieu, il convient d'écrire un premier paragraphe sur la personne ou l'organisme éditant le site.

Doivent être mentionnés :

- Le nom, l'adresse et le courriel de contact (si c'est une personne).
- Le nom, l'adresse, le capital et le numéro de SIRET (si c'est une société).

Dans un deuxième temps, le professionnel doit mentionner le nom de la personne qui rédige et publie les articles ainsi que son statut au sein de l'entreprise.

Enfin, il convient de terminer par les crédits et la production multimédia. On inscrit donc les coordonnées et le nom de l'hébergeur et du webmaster.

Après les mentions légales, il convient d'éditer des conditions générales d'utilisation (CGU).

Les conditions générales d'utilisation établissent les droits de l'internaute lorsqu'il surfe (protection de ses données, modération des commentaires, droits de copie d'un article...) et les droits du propriétaire du site (propriété intellectuelle du contenu, exonération de responsabilité en cas de site inaccessible, d'erreur technique...).

<https://editioneo.com/blog/les-sites-vitrines-ont-aussi-besoin-de-mentions-legales-et-cgu/>

Sur un site de E-commerce : 4 documents sont obligatoires :

- les mentions légales
- la politique de cookies
- les conditions générales d'utilisation (CGU) et de vente (CGV)
- la politique générale RGPD (règlement général de la protection des données) et charte de confidentialité

<https://bilis.com/blog/site-internet-et-e-commerce-quels-sont-les-4-documents-cles-obligatoires/>

2- Au moment de la création d'un site Internet, différentes informations doivent apparaître à travers les mentions légales. Dans un souci de transparence, ces dernières englobent les renseignements à faire figurer obligatoirement sur le site Web pour être mis à la connaissance du public. Ainsi, ces textes législatifs obligent les responsables de sites Internet à faire figurer des mentions légales obligatoires. Par ailleurs, il importe que ces informations soient faciles d'accès. De ce fait, il est recommandé de les faire figurer sur la page d'accueil. Qu'il s'agisse d'un site Internet à vocation personnelle ou professionnelle, certaines informations doivent obligatoirement apparaître dans les mentions légales. Il s'agit

notamment des renseignements concernant :

- L'identité de l'éditeur du site ;
- Ses coordonnées ;

- Différentes informations concernant l'entreprise.

D'autres informations supplémentaires, mais obligatoires, doivent aussi être précisées en fonction de certains cas : sites de e-commerce, sites d'information, entreprises exerçant une activité artisanale ou encore une activité commerciale.

Outre les renseignements indiqués dans les mentions légales, d'autres informations sont obligatoires :

- Les conditions générales de vente (CGV) pour les sites exploités à des fins commerciales. Pour leur rédaction, il est possible d'adapter les modèles de CGV disponibles sur Internet. Diverses informations doivent y être mentionnées (prix, modalités de livraison et de paiement, délai de rétractation sur internet).

<https://www.legalplace.fr/guides/mentions-legales/>

3- La page de confidentialité d'un site web doit contenir : Pour être conforme au RGPD, cette déclaration doit contenir :

- l'identité et les coordonnées de l'organisme et du responsable du traitement de données ;
- le but de la collecte ;
- les bases légales : elles donnent droit à l'organisme de collecter et de traiter les renseignements personnels de l'utilisateur (contrat, consentement de la personne concernée...) ;
- le caractère obligatoire ou facultatif de la collecte des données ;
- les catégories de destinataires des données : toutes les personnes et organismes qui ont besoin d'accéder aux données (responsables informatiques, sous-traitants, associations...) ;
- le délai de conservation des données et les conditions de suppression ;
- le droit des personnes concernées, notamment le droit d'accès, de modification, de suppression et de portabilité des données ;
- les coordonnées du délégué à la protection des données ;
- les droits de réclamation auprès de la CNIL.

<https://www.legalplace.fr/guides/politique-de-confidentialite-rgpd/#:~:text=le%20d%C3%A9lai%20de%20conservation%20des.r%C3%A9clamation%20aupr%C3%A8s%20de%20la%20CNIL>.

Partie 2

1 - <https://fr.orson.io/1371/generateur-mentions-legales#>

2- Il manque les conditions générales de ventes, la notice de Protection des Informations Personnelles, notice des Cookies et la notice Annonces publicitaires basées sur les centres d'intérêt des utilisateurs.

EXEMPLE :

https://www.amazon.fr/ap/register?openid.pape.max_auth_age=0&openid.return_to=https%3A%2F%2Fwww.amazon.fr%2F%3F_encoding%3DUTF8%26adgrpid%3D56499088752%26gclid%3DCj0KCQjwhY-aBhCUARIsALNIC05e1He7xQx93hRIW3iTViqh24QRAKNcfLeF50KzwcL6fiL5hAcHXrUaAuGREALw_wcB%26hvadid%3D441798498859%26hvdev%3Dc%26hvdvcmidl%3D%26hvlocint%3D%26hvlocphy%3D9055817%26hvnetw%3Dg%26hvpone%3D%26hvpos%3D%26hvptwo%3D%26hvgmt%3De%26hvrnd%3D6082746259482108444%26hvtargid%3Dkwd-10573980%26hydadcr%3D11802_2067260%26ref%3Dpd_sl_781ozcfkw_9_e%26tag%3Dhydraamazon05-21%26ref_%3Dnav_newcust&openid.identity=http%3A%2F%2Fspecs.openid.net%2Fauth%2F2.0%2Fidentifier_select&openid.assoc_handle=frflex&openid.mode=checkid_setup&openid.claimed_id=http%3A%2F%2Fspecs.openid.net%2Fauth%2F2.0%2Fidentifier_select&openid.ns=http%3A%2F%2Fspecs.openid.net%2Fauth%2F2.0&